

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 11/10/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

ADRESSE

16 rue Saint-Exupéry
34430 Saint-Jean-de-Védas

Références : UD34/H2/2023/191
Code AIOT : 0006606009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté 16 rue Saint-Exupéry 34430 Saint-Jean-de-Védas. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- 16 rue Saint-Exupéry 34430 Saint-Jean-de-Védas
- Code AIOT : 0006606009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAFETY KLEEN est une installation de transit, regroupement de déchets dangereux. Cette entreprise propose notamment une prestation de nettoyage de pièces industrielles pour les particuliers, ainsi que les professionnels de différents secteurs d'activités (industrie, aéronautique, agro-alimentaire, métallurgie, etc.)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Risques accidentels et produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - ° les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
 - ° lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité;
 - ° dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
2	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
3	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		18/12/2006, articles 30, 35, 37-5	
5	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification par sondage de la conformité de l'établissement à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'au règlement européen du 18 décembre 2006 REACH (règlement n°1907/2006) pour la sécurisation de fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie européenne, **n'appelle aucune remarque particulière.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la consigne de sécurité relative au déversement accidentel de produits chimiques (référence CS-QSE-I-05-1 version 1 en date du 19 mai 2017). La consigne de sécurité est dûment renseignée. L'exploitant précise que chaque employé a accès à l'ensemble des consignes de sécurité. Ces consignes sont accessibles à tous dans une base de données interne. Chaque employé dispose également d'un dossier « opérationnel » en version papier qui renferme les consignes de sécurité, ainsi que les fiches de données sécurité et les plans de prévention. L'exploitant ajoute que le site ne dispose pas de rétention déportée. Aucune remarque de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs</p>

suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]
Constats : L'ensemble du bâtiment de stockage est sous rétention totale. L'exploitant a mis en place des batardeaux (barrières anti-pollution) au droit de tous les ouvrants. Ces batardeaux restent à demeure. Aucune remarque de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté l'inventaire des matières stockées du site en date du 30 septembre 2023. L'exploitant précise que la gestion de l'inventaire des stocks est en cours d'optimisation par l'installation du logiciel « Divalto ». Ce logiciel permettra une gestion du stock à J-1. Aucune remarque de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Les fiches de données sécurité (FDS) sont accessibles à tous dans la base de données QHSE du site. L'inspection a précisé à l'exploitant que les FDS antérieures à 2020 sont obsolètes. L'inspection a pu constater que les FDS du site sont postérieures à 2020. L'inspection a procédé à une vérification par sondage d'une fiche de données sécurité, à savoir la FDS Kleen 100 (nom commercial) correspondant à de la lessive coupée à l'eau. L'inspection s'est attardée sur les conditions de stockage du produit. Ces dernières sont conformes à la FDS.

Aucune remarque de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
<p>Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<p>Constats : Les contenants des produits dangereux provenant des fournisseurs sont correctement étiquetés. Aucune remarque de l'inspection</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet